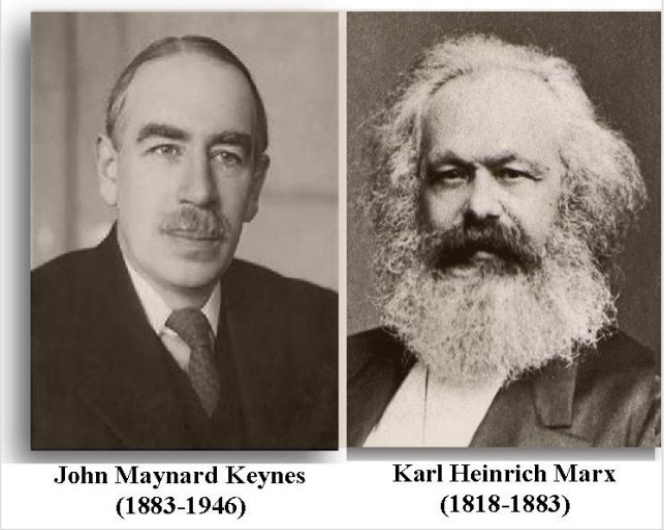
Développer une analyse marxiste de la crise face au postkeynésianisme hégémonique dans la "gauche radicale"



Le réformisme a une très grande faculté à se renouveler en surface pour nous vendre la même camelote. Alors que nous sommes à nouveau plongé·e·s dans une crise sévère du capitalisme (dont le déclencheur est le Covid mais dont les racines sont bien plus profondes), des économistes postkeynésiens nous expliquent qu'ils et elles ont trouvé la solution magique pour sortir de la crise, réduire les inégalités et atteindre le plein-emploi dans le cadre du capitalisme : créer suffisamment de monnaie pour financer les dépenses publiques qui permettront de « garantir un emploi » à chacun·e. La théorie à la mode est la « théorie monétaire moderne » (*Modern Monetary Theory* - MMT en anglais) qui prétend fonder scientifiquement ce type de proposition politique.

L'argumentaire simplifié est le suivant : tant que des forces de travail sont disponibles, alors on peut créer de la monnaie pour les rémunérer et financer de nouvelles productions sans que cela engendre de l'inflation. C'est uniquement au moment où le plein-emploi sera atteint que l'inflation pourrait repartir en cas de poursuite de cette politique.

Passons rapidement sur le fait que l'histoire a déjà rendu son verdict : dans les années 1970, les politiques keynésiennes de « relance », dans un contexte de crise de profitabilité (comme aujourd'hui), n'ont pas fait baisser le chômage : elles ont abouti à la « stagflation », conjugaison d'une croissance très faible, d'un chômage de masse et d'une forte inflation. L'échec de ces politiques et la contre-offensive de la bourgeoisie ont abouti au tournant « néolibéral » pour tenter de rétablir le taux de profit à coups de politiques d'austérité et d'attaques contre les acquis sociaux.

Venons-en maintenant à l'explication de pourquoi ces politiques sont vouées à l'échec. Elles font abstraction de la logique capitaliste, à savoir que c'est le taux de profit qui est la variable déterminante de la croissance et de l'investissement. Créer de la monnaie ne relève pas le taux de profit, et donc ne fait pas repartir l'économie capitaliste. Aujourd'hui, la création monétaire abondante engendre une inflation financière et immobilière, pas une inflation sur les biens et services. Pendant la crise, la hausse des dépenses publiques a limité l'impact de la crise sur les revenus des

ménages, mais la consommation n'est pas repartie à la hausse : c'est l'épargne qui a augmenté, ce qui explique la faiblesse de l'inflation. En revanche, si des millions d'emplois publics étaient financés par la création monétaire, ces revenus seraient dépensés : mais en l'absence de rétablissement de la profitabilité des entreprises, c'est l'inflation qui exploserait, pas la production et le niveau de vie ! La logique capitaliste est implacable : pour que la croissance reparte vraiment, il faudrait une dévalorisation massive du capital (y compris le capital variable – la valeur de la force de travail), c'est-à-dire une attaque massive sur notre niveau de vie.

Les réformistes sèment des illusions sur la possibilité d'une sortie de crise qui se ferait au bénéfice des travailleurs/ses dans le cadre du capitalisme. Mais ils et elles ont systématiquement échoué (comme en France en 1981) : ils et elles n'ont pas « trahi », ils et elles ne pouvaient pas réussir à partir du moment où ils et elles acceptaient de respecter la propriété capitaliste. Voilà ce que notre parti devrait expliquer inlassablement et clairement pour armer politiquement et théoriquement notre classe. Il n'y a aucune marge de manœuvre pour des politiques réformistes dans un capitalisme en crise. La seule alternative aux politiques actuelles consiste à exproprier les capitalistes et à socialiser les grands moyens de production, pour sortir de la logique du profit, transformer en profondeur les rapports de production, et ainsi permettre la satisfaction des besoins sociaux.

Gaston Lefranc;Martin (Grenoble), le 15 juin 2021